

POUR PLUS D'INFORMATION OU POUR ORGANISER UNE RENCONTRE, VEUILLEZ
CONTACTER :

ADAM JASINSKI au +1 202 997 6011 ou au adam.jasinski@halotrust.org
SEAN SUTTON au +44 (0)7818 410 476 ou au sean.sutton@maginternational.org,
GABRIEL PERRIAU au (514) 945-0309 ou au gabriel.perriau@handicap-international.ca,
ou **ERIN HUNT** au (613) 302-3088 ou au erin@minesactioncanada.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE TRAITÉ HISTORIQUE CANADIEN CONTRE LES MINES 'MENACÉ'

Vendredi 1^{er} décembre 2017

OTTAWA - Les principales organisations mondiales de déminage humanitaire et d'action contre les mines se réuniront au Canada le lundi 4 décembre prochain pour célébrer le 20^e anniversaire du Traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. Elles lanceront, par la même occasion, un avertissement sur la recrudescence de ce fléau.

Les représentants de ces organismes seront rejoints par des parlementaires, une survivante de mine antipersonnel et des démineurs financés par le Canada. Ensemble, ils discuteront de la façon dont le Canada peut aider à redynamiser le soutien mondial à l'action contre les mines.

Le Traité d'Ottawa, qui interdit toutes les mines antipersonnel, est une des grandes contributions humanitaires du Canada à la paix et à la sécurité mondiale. Grâce au Traité, des dizaines d'États ont été complètement débarrassés de mines et plus de 51 millions d'unités stockées ont été détruites depuis 1997.

Cependant, 60 millions de personnes dans le monde sont toujours menacées par des mines terrestres et des bombes non explosées et les conflits en cours en Syrie, en Irak et ailleurs ont créé une nouvelle «urgence anti-mines» : l'usage de ces armes entraîne des morts et des blessés et entrave le bon fonctionnement des efforts humanitaires.

Pendant ce temps, les opportunités de développement et de sécurité

alimentaire dans des pays comme l'Angola, le Cambodge et le Zimbabwe sont entravées par des millions de mines oubliées lors de conflits qui ont pris fin il y a pourtant plusieurs décennies.

Les États parties au Traité d'Ottawa se sont fixés l'année 2025 pour éliminer toute contamination résiduelle. Mais un déclin mondial du financement de l'action contre les mines menace ce délai et risque de compromettre l'objectif entériné par les 162 États signataires du Traité.

Paul Hannon, Directeur général de Mines Action Canada, précise :

« Il y a vingt ans, le Canada a pris position contre une arme aveugle qui continue de faire des victimes parmi les civils des décennies après la fin des conflits. Aujourd'hui, l'objectif d'un monde sans mine apparaît de plus en plus fragile. Pour seulement 36 millions de dollars par année - ou 1 dollar par citoyen -, le Canada pourrait à nouveau soutenir tous les piliers de l'action contre les mines et montrer au monde entier qu'il s'engage à terminer le travail entamé en 1997. »

Le Major-général James Cowan, Chef de la direction de The HALO Trust, déclare :

« Le déminage est un impératif. Il sauve des vies en fournissant un accès à l'aide humanitaire pendant les conflits; il aide les gens à rentrer chez eux et à accéder aux services vitaux et il décontamine des terres pour l'agriculture et le développement à long terme. Par l'action contre les mines, on s'engage à réduire la pauvreté et à assurer la paix et la stabilité mondiale. »

Le Dr Jane Cocking, PDG de The Mines Advisory Group, annonce :

« Les engins explosifs improvisés (EEI) utilisés par les groupes armés au Moyen-Orient sont aujourd'hui classés comme mines terrestres par le Traité d'Ottawa. Ces armes haineuses sont assez puissantes pour détruire une voiture mais suffisamment sensibles pour être déclenchées par le pas d'un enfant. Il y a vingt ans, le Canada a défendu les victimes de mines dans le monde entier. La

situation alarmante actuelle nous pousse à nouveau. Comme nous l'avons démontré dans des pays comme le Mozambique, ce n'est pas un problème insurmontable. »

Jérôme Bobin, Directeur général de Handicap International Canada, précise :

« Pour les survivants de mine antipersonnel, les promesses ne suffisent plus. Ils savent ce que coûte une prothèse, des soins de physiothérapie ou le déminage d'un territoire, d'une route, d'une cour d'école... Ils savent surtout que la lutte contre ces armes sauve des vies, préservent des drames et des avenir mutilés. La question n'est pas de savoir s'il faut continuer à se mobiliser contre les mines, 20 ans après le Traité d'Ottawa, mais plutôt de savoir quels États oseront passer de la parole aux actes. »

Fin

NOTES À L'ÉDITEUR:

1. Les organisations qui participent aux célébrations à Ottawa sont The HALO Trust, Mines Advisory Group (MAC), Mines Action Canada, la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ICBL), Handicap International Canada, la Fondation des mines terrestres du Canada, la Croix rouge canadienne et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).
2. Un point de presse avec certain(e)s représentant(e)s de ces organisations aura lieu à 9 h 30 dans la salle Charles Lynch, édifice du Centre, au Parlement à Ottawa, le lundi 4 décembre.
3. Une conférence d'une demi-journée (Unfinished Business : The Ottawa Treaty at 20) traitant de la façon dont l'action contre les mines facilite le développement, renforce le rôle des femmes et s'attaque à la contamination par les EEI se tiendra à l'hôtel Westin, 11 Colonel By Dr, Ottawa, K1N 9H4, de 11h30 à 17h30 le lundi 4 décembre prochain. Tous les représentants sont disponibles pour des entretiens, aux côtés d'une survivante colombienne de mine antipersonnel et des Directeurs des opérations en Colombie et au Sri Lanka.

4. Le Traité d'Ottawa est officiellement connu sous le nom de Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et porte le nom de la ville où il a été entériné et signé. La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ICBL) a reçu le prix Nobel de la paix pour la reconnaissance de son travail lors de la mise en œuvre du Traité.
5. En 2016, le Canada a investi 17,5 millions de dollars pour l'action contre les mines en Colombie, en Afghanistan, en Iraq, en Ukraine et au Sri Lanka. C'est la moitié du montant de sa contribution lors des années qui ont suivi la signature du Traité.
6. *Landmine Free 2025* est une campagne conjointe menée par The HALO Trust et MAG, pour redynamiser le soutien au déminage et veiller à ce que les personnes touchées par les mines ne soient pas oubliées. Cette campagne est un appel à l'action collaborative pour faire plus et plus vite. www.landminefree2025.org